

**Séance ordinaire du  
lundi 30 novembre 2020**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

**Absents :**

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Philippe SAUREL.

**Organismes extérieurs - Société Publique Locale (SA3M) - Rapport spécial 2019  
sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique -  
Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Christophe BOURDIN pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de SA3M.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux sociétés d'économie mixte locales, la société SA3M a remis son rapport spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SA3M exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2019, les opérations d'aménagement ci-dessous ont été confiées à la SA3M et concernées par ces prérogatives :

Sur la ZAC Port Marianne – République :

- quatre parcelles de terrains ont fait l'objet d'une expropriation pour une surface de 38 170 m<sup>2</sup> par voie judiciaire ;
- un tènement foncier avec bâti en ruine et 2 cuves semi-enterrées, ainsi qu'une parcelle ont fait l'objet d'une acquisition amiable sous DUP pour 40 200 m<sup>2</sup>.

Il s'agit d'une surface totale de 78 170 m<sup>2</sup>.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le rapport spécial 2019 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SPL SA3M ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 9 décembre  
2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 9 décembre 2020**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe\_Rapport Spécial\_SA3M

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20201130-148091-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 09/12/20  
Réception en Préfecture : 09/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.